

Extrait du Senemag - le magazine du Sénégal dans le monde

<http://senemag.free.fr>

Afrique : Les élections de tous les dangers

- Monde -

Date de mise en ligne : samedi 23 janvier 2010

Senemag - le magazine du Sénégal dans le monde

Indispensables pour la sortie de crise, elles n'en sont pas moins périlleuses. Ce sont les élections de tous les dangers. Guinée, Madagascar, Côte d'Ivoire, Togo, Centrafrique, par ordre décroissant, ce sont des élections de tous les dangers. Dans les trois premiers pays, la paix est encore armée. L'élection conditionne la sortie de crise, mais elle peut tout aussi bien remettre le feu aux poudres.)

source : www.lesafriques.com - 21-01-2010

En **Guinée**, la nomination d'un Premier ministre issu de l'opposition a curieusement fait l'unanimité, alors que tous savent que cela ne résout rien. Le pays s'y est déjà essayé avec **Lansana Kouyaté**, sous l'ancien président **Conté**, sans que rien n'ait changé. Et le chef de la junte, que tous veulent écarter à l'exception du médiateur **Blaise Compaoré**, l'avait déjà proposée. Si la junte reste au pouvoir, elle fera élire un de ses membres ou un de ses hommes liges et la dictature militaire se poursuivra sous une forme plus ou moins édulcorée.)

A **Madagascar**, après s'être montrée plutôt complaisante en ne condamnant pas franchement la remise en cause de tous les accords par **Rajoelina**, l'Union africaine veut reprendre la main. Toutefois elle continue à vouloir ménager la chèvre et le chou, au risque d'encourager le président de la transition à continuer son one man show sous la férule de quelques officiers qui semblent tirer les ficelles dans les coulisses.)

En Côte d'Ivoire, le président **Gbagbo**, qui se sera finalement octroyé une rallonge de plus de quatre ans, semble décidé à aller aux urnes, conforté par des sondages, les moyens de l'Etat, décisifs dans une telle campagne électorale, et de nombreux ralliements de tenors de l'opposition.

En plus, tous les observateurs conviennent que sa réélection est la plus « acceptable ». Ses partisans reconnaîtraient difficilement un autre vainqueur et ne manqueraient pas de prolonger sous d'autres formes la scission du pays. Avant le scrutin, reste à gérer le contentieux sur les listes électorales qui vient de s'ouvrir pour une élection prévue désormais en mars.)

Boycott)

Au **Togo**, le scrutin de février prochain pourrait bien être boycotté une nouvelle fois. Le face-à-face attendu entre le président **Faure** et **Gilchrist Olympio** qui aurait pu solder définitivement le contentieux sanglant entre leurs pères, celui du président ayant assassiné en 1963 le père de son rival d'aujourd'hui, pourrait être encore différé pour cause de mode de scrutin. Olympio, qui ne veut pas d'un scrutin à un seul tour, a essuyé le refus du médiateur Compaoré, qui demande le maintien du statu quo imposé unilatéralement par le parti au pouvoir en 2003. « *Pas de deux tours, pas d'élection* » a-t-il dit. En 2005, le rejet de sa candidature s'était traduit par des dizaines de morts.)

Le boycott, le **Niger** l'a connu en 2009. Un référendum et des législatives inconstitutionnelles ont permis au président **Mamadou Tandja** de s'octroyer trois années supplémentaires. La CEDEAO joue les intermédiaires pour imposer un gouvernement de transition et de nouvelles élections cette année.)

En **Centrafrique** enfin, « *le succès des élections prévues pour avril 2010 en République centrafricaine, ainsi que la*

*mise en Suvre effective du programme de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR), vont déterminer le destin politique du pays », a déclaré devant le Conseil de sécurité la représentante spéciale du secrétaire général en RCA, **Sahel-Works Zédé**. L'insécurité demeure pourtant préoccupante dans certaines parties du pays. Le pari électoral présidentiel et législatif prévu en mai, incontournable, s'avère bien périlleux.)*

Dans une moindre mesure, périls aussi sur les scrutins d **Ethiopie** et du **Soudan**. A Addis, les élections locales avaient vu une forte poussée de l'opposition qui a surpris et ébranlé le régime. Celui-ci avait réagi par une féroce répression sur laquelle les communautés africaine et internationale avait pudiquement fermé les yeux. Il s'agit de savoir à présent si l'opposition s'est remise de cette répression et pourrait, aux législatives de mai prochain, dans ce régime parlementaire, déboulonner le teigneux Premier ministre **Zenawi**, qui conduit sa barque d'une main de fer.)

Le **Soudan** devrait connaître présidentielle et législatives en mai. Mais, dans ce pays déchiré par la guerre imparfaitement éteinte au sud, avec le Darfour où se poursuivent, dans une moindre ampleur il est vrai, les affrontements ethnico-religieux, la véritable échéance qui pourrait tout embraser est le référendum d'autodétermination qui doit décider en 2011 du sort du sud du pays. Le président **Béchir** doit aussi compter avec son inculpation par la Cour pénale internationale, qui limite ses déplacements à l'étranger.

Chérif Elvalide Sèye)

Reprise de l'article du n103 du 14 au 20 janvier 2010